

*Initiatives ministérielles*

gouvernement a étouffé les audiences publiques, les exposés et les séances d'information sur certaines questions plus souvent que le gouvernement actuel?

Un comité du Sénat visite actuellement le Canada atlantique. S'il le fait, c'est parce que le gouvernement n'a pas permis au public d'exprimer son opinion sur l'assurance-chômage. Vous comprendrez alors que je suis un peu surpris de découvrir que le président du Comité des finances de la Chambre des communes est fortement en faveur d'une analyse du projet de loi. Mais il s'agit peut-être d'un véritable changement d'attitude, et dans ce cas, je ne peux que l'applaudir.

Je tiens à ce que le projet de loi C-52 soit renvoyé dès que possible à un comité, que ce soit un comité législatif ou un comité permanent, parce qu'il faudra consacrer beaucoup de temps et d'efforts à l'étude de cette mesure législative. Nous sommes saisis d'un projet de loi très complexe et très technique qui touchera, je le répète, des milliers et des milliers de Canadiens. Nous avons besoin de sonder l'opinion publique.

J'ai pu constater ce que les Canadiens pensaient de cette question quand nous, les députés libéraux du Manitoba, avons tenu cet été de longues audiences sur les projets de réforme des pensions. Nous avons été débordés. Les gens s'intéressent énormément à ce genre de questions parce qu'elles les touchent directement. Nous travaillons pendant un certain temps puis, si nous avons de la chance et si nous avons une bonne santé, nous prenons notre retraite et nous touchons une pension. Nous avons besoin d'un revenu qui nous permette de vivre dans une certaine dignité. Espérons-le, nous aurons pour la plupart un niveau de vie qui sera peu différent de celui que nous avons lorsque nous travaillions.

• (1230)

Je voudrais que ce projet de loi soit étudié d'une manière aussi approfondie que possible. J'espère que, si effectivement il est renvoyé à un comité législatif, comme je le pense, la majorité du gouvernement n'utilisera pas de son pouvoir pour empêcher qu'on présente des exposés et des mémoires. Il faut que nous puissions discuter à fond de cette question. Il faut entendre les Canadiens parce que je sais qu'ils ont beaucoup de choses à dire.

Je voudrais dans quelques instants faire figurer au compte rendu une lettre que j'ai reçue d'un électeur et qui concerne une disposition particulière du projet de loi C-52. Mais j'y reviendrai dans un instant.

Ce dont je veux parler maintenant, et cela fait partie intégrante de ce débat sur le projet de loi C-52, concerne ce que les Canadiens pensent actuellement du gouvernement fédéral et de leur pays en général. Vous savez,

monsieur le Président, comme les 294 autres députés de la Chambre, je rentre juste du congé de Noël et du jour de l'an, si on peut l'appeler un congé. Je pense que nous avons pour la plupart travaillé dans nos bureaux de circonscription.

Pendant ce congé, nous avons eu la possibilité d'écouter et d'entendre un grand nombre de nos électeurs. Le message que me transmettent mes électeurs quand je leur parle, c'est que quelque chose va mal dans notre pays. Ils utilisent cette vieille expression: «Il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark». On peut remplacer Danemark par Canada.

À mon avis, il y a un nombre croissant de Canadiens qui pensent et qui disent que quelque chose va mal dans notre pays. Nous faisons fausse route. Nous allons dans la mauvaise direction. Les choses commencent à se gâter. La situation se détériore. Nous commençons à perdre les institutions que nous avons érigées de peine et de misère au fil des ans, institutions qui servent si bien le pays depuis des années et qui sont en train de s'écrouler.

Les Canadiens ne sont pas stupides, loin de là. Ils sont très avisés et ils voient ce qui se passe. Ils ne cessent pas de nous le dire. Ils ne saisissent pas encore toute l'ampleur du problème, mais je pense qu'ils sont sur le point de le faire.

Je tiens à dire aux ministériels que s'ils n'écoutent pas très attentivement, ils vont se retrouver dans une situation très difficile. Peut-être bon nombre d'entre nous ne s'inquiéteraient-ils pas outre mesure du fait que les ministériels sont en difficulté, mais le pays nous tient tous à coeur.

Le gouvernement n'a pas été élu pour faire une révolution, et je dis cela en toute sincérité, mais que se passe-t-il.

Nous assistons au démantèlement de VIA Rail. Les ministériels ont-ils été élus pour démanteler VIA Rail? Certainement pas, monsieur le Président. Je ne me souviens pas qu'ils aient promis de se défaire de 51 p. 100 des trajets. Ils n'en ont pas dit un mot au cours de la campagne électorale de 1988.

Qu'ont-ils dit à propos de la TPS? Au cours de la campagne électorale, pas grand-chose, n'est-ce pas? Ils ont parlé de la deuxième phase de la réforme fiscale. Quelle réforme fiscale! Ce n'est pas une réforme fiscale, c'est un assaut contre le revenu des contribuables. Vous savez, monsieur le Président, le gouvernement n'a pas été élu pour s'en prendre ainsi aux contribuables. Il n'a pas été élu pour récupérer des prestations. Il n'a pas été élu pour ainsi s'attaquer aux personnes âgées. Les minis-